

« Les prostituées remplissent une fonction essentielle dans notre équipe d'intervention »

Entretien avec Krystel Odobet,

codirectrice, chargée de développement et de communication, association Griséliidis, Toulouse.

La Santé en action : Quelles sont les missions de l'association et à quel public s'adresse-t-elle ?

Krystel Odobet : Griséliidis est née il y a quinze ans de la rencontre entre travailleuses du sexe et militantes féministes. Nous avons une démarche de santé communautaire, d'intervention par les pairs : la présence de personnes concernées – à savoir des prostituées – au sein même de notre

équipe d'intervention, de notre structure, nous différencie de la plupart des associations qui interviennent auprès des prostituées. En d'autres termes, les prostituées remplissent une fonction essentielle dans notre équipe d'intervention. Cela nous permet d'adapter nos missions aux besoins réels du terrain, que ce soit en matière de lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et les infections

sexuellement transmissibles, les inégalités de santé, les violences et le combat pour l'accès aux soins, à l'hébergement et à l'emploi, à la carte de séjour ou au droit d'asile.

La majorité des personnes que nous rencontrons lors de nos maraudes de nuit sont des femmes (95 %), dont 98 % sont des migrantes, principalement originaires d'Afrique subsaharienne – en particulier du Nigéria – et dans une moindre mesure d'Europe de l'Est : Roumanie, Albanie, Bulgarie. Nos maraudes sur Internet (voir ci-après, *NDLR*) nous mettent en contact avec un public plus diversifié : davantage d'hommes (40 %), de personnes françaises, de migrants originaires d'Asie ou du Brésil.

S. A. : Quelle est la composition de votre équipe et comment travaillez-vous ?

K. O. : L'équipe comprend dix salariés et est organisée autour de trois pôles. Le pôle terrain, central, regroupe ceux qui font le lien avec notre public, allant vers, accueillant et accompagnant les prostituées : il s'agit de deux médiatrices culturelles d'Europe de l'Est et d'Afrique subsaharienne, d'un médiateur en santé, d'une infirmière et d'une éducatrice spécialisée, qui travaillent sous la supervision d'une coordinatrice, conseillère conjugale et familiale. Les médiatrices culturelles jouent un rôle important, car, en facilitant la communication, elles permettent de lever les craintes des prostituées et de créer un lien de confiance, indispensable pour commencer un travail d'accompagnement médico-social et pour que ce travail soit de qualité. Nous accueillons les personnes avec bienveillance et sans jugement moral. Notre priorité n'est pas

la réinsertion, mais que ces personnes puissent construire le projet de vie de leur choix, qu'elles continuent ou non à exercer la prostitution. L'accompagnement consiste à leur donner les moyens d'être plus autonomes, afin de faire des choix.

S. A. : Quelles sont vos modalités d'action sur le terrain ?

K. O. : Nous organisons des maraudes, à pied ou en bus, sur tous les lieux de prostitution, la nuit principalement, mais aussi le jour, ce qui nous permet de rencontrer des prostituées un peu plus âgées. Nous « allons vers » les prostituées au moyen de notre véhicule d'intervention, un camping-car, deux fois par semaine, le jeudi de 22 heures à 2 heures et le vendredi, de 21 heures à 5 heures. Parce que le milieu connaît un turn-over très important, ce système permet d'entrer en contact avec les personnes dès leur arrivée.

Notre but est de faire de l'information et de la prévention, mais notre présence est aussi un message pour leur dire qu'elles ne sont pas seules. Nous distribuons du matériel, nous dialoguons et utilisons un support audio si nécessaire pour évoquer le dépistage et la contraception, afin de contribuer à la réduction des risques. Nous travaillons aussi avec des partenaires, que nous faisons venir dans le bus, comme un médecin du Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) et une salariée d'une association d'autodéfense. C'est grâce à ces interventions dans la rue que les personnes viennent ensuite dans notre local. Nous effectuons aussi des maraudes sur Internet deux fois par semaine, et nous avons été les premiers à le faire, dès 2008. Le médiateur de

L'ESSENTIEL

▣ L'association Griséliidis à Toulouse met en œuvre une démarche de santé communautaire : l'équipe est en particulier constituée de prostituées qui interviennent auprès de leurs pairs.

▣ Cette intégration des personnes concernées permet d'adopter une démarche appropriée au regard des difficultés de ces femmes, avec une connaissance sans cesse actualisée du terrain.

▣ Le public est en grande précarité, l'association intervient via des maraudes sur le terrain et propose aux prostituées un refuge dans ses locaux, pour se reposer, échanger, disposer d'un temps sécurisé, partager un repas, les épauler dans leurs démarches administratives, etc.



« LES MÉDIATRICES CULTURELLES JOUENT UN RÔLE IMPORTANT, CAR, EN FACILITANT LA COMMUNICATION, ELLES PERMETTENT DE LEVER LES CRAINTES DES PROSTITUÉES ET DE CRÉER UN LIEN DE CONFIANCE, INDISPENSABLE POUR COMMENCER UN TRAVAIL D'ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL. »

temps important. Les prostituées ont accès à un ordinateur, une bibliothèque, une cuisine avec des produits de première nécessité. Elles peuvent se reposer, discuter, participer à des activités et des ateliers et, une fois par mois, à un repas commun.

en violents, avec des expositions au VIH plus importantes. L'essentiel des personnes accompagnées étant des migrants, la politique anti-immigration qui se durcit ne joue pas en faveur de l'acquisition de papiers et de droits.

S. A. : Quels sont vos financements ?

K. O. : L'association est soumise à une certaine précarité financière, car pour l'heure nous ne bénéficions que de deux conventions pluriannuelles avec des organismes publics qui nous subventionnent : l'agence régionale de santé (ARS) Occitanie et Santé publique France. Nous sommes également soutenus par la ville de Toulouse, la métropole, le conseil départemental de Haute-Garonne et la région Occitanie, et nous recevons des financements de la Direction générale de la santé et du ministère de l'Intérieur, via le fonds interministériel de prévention de la délinquance. Nous avons également des partenaires financiers privés, comme les associations Sidaction et Solidarité Sida ; et cette année, nous avons bénéficié d'une subvention de la fondation RAJA-Danièle Marcovici qui finance des projets en faveur des femmes, notamment de lutte contre les violences qui leur sont faites. Globalement, pour trouver des financements, il faut proposer des actions innovantes, alors que nous, nous avons besoin de pérenniser nos actions. C'est un problème. De plus, la santé communautaire est encore peu reconnue, voire fait l'objet d'une légère suspicion. Nous devons sans cesse démontrer la légitimité et la nécessité de notre action. Pourtant, nous disposons d'une véritable connaissance du terrain et de l'évolution de la prostitution, ce qui est un atout considérable en matière de prévention. ■

Propos recueillis par Nathalie Quéruel, journaliste.

Contact : krystel@griselidis.com

santé réalise une veille sur les sites d'annonces et d'escortes (prostitution via des agences spécialisées, NDLR), sur les réseaux sociaux et les forums. Ensuite, par mail, SMS ou chat, il part à la rencontre des personnes qu'il a repérées pour leur présenter l'association, envoyer du matériel de prévention sous pli discret par la poste, proposer de s'entretenir avec nous par téléphone ou mail. Nous nous engageons à garantir leur anonymat, si elles le souhaitent. Au total en 2016, nous avons rencontré 600 personnes lors des maraudes.

S. A. : Dans quelle mesure et par quels moyens apportez-vous un accompagnement en santé globale ?

K. O. : Il est très difficile, quand on est à la rue, parfois victime de violence, sans papiers, de prendre soin de sa santé. Notre rôle est d'aider à dénouer les situations, avec nos multiples partenaires : association d'accueil aux migrants, maison des Solidarités, le 115 pour l'hébergement d'urgence, Médecins du monde, les missions locales et les entreprises d'insertion, etc. Mais si nous servons de passerelle vers les droits, l'emploi, le logement, l'objectif est vraiment de développer l'*empowerment* (accroissement de la capacité d'agir, NDLR) des personnes. C'est pourquoi l'accueil au local, les mardis et jeudis de 14 heures à 18 heures, est un

Ces temps d'échanges sont précieux : toutes les personnes ont des savoirs et des savoir-faire. Elles peuvent partager des stratégies de défense, des expériences et aussi nous apporter de l'information, ce qui permet de faire émerger des problématiques d'accompagnement plus adapté pour certaines démarches. En 2016, 158 personnes ont bénéficié d'un suivi : 70 sur la santé sexuelle, un peu plus de 50 sur l'emploi, 42 sur des demandes d'asile – cinq d'entre elles ont obtenu le statut de réfugié –, et plus d'une trentaine sur le logement.

S. A. : Quelles sont les difficultés auxquelles vous êtes confrontés ?

K. O. : Une des premières difficultés auxquelles nous avons fait face est le manque de connaissances des professionnels sur la prostitution et les migrations. Depuis trois ans, nous organisons des formations pour les intervenants médico-sociaux, avec une partie théorique et des mises en situation, dont le but est de déconstruire les représentations et d'apporter de petits outils techniques. Nous avons de bons retours de la part des professionnels, et cette meilleure compréhension de la réalité des prostituées facilite l'accès aux droits communs. D'autres difficultés perdurent, sur lesquelles nous avons moins de prise ; nous constatons que les parcours migratoires sont de plus